naître dans ce précepte du décalogue " un des principes fondamentaux de l'ordre public et de la prospérité sociale ". Un jour de repos dans la semaine est nécessaire : tous en conviennent. Ce qu'ils discutent, c'est la fixation de ce jour de repos, et plusieurs voudraient imiter ces édiles de Paris qui prescrivent un jour de maigre, par semaine, dans les hôpitaux, mais ne permettent pas que ce soit le vendredi !

Voilà à quelles arguties en est réduite l'irrégion en France ! L'Eglise a raison en principe, on l'avoue : mais on tient à lui désobéir, même quand on l'i donne raison au fond !

LA PAIX RELIGIEUSE.

Nous lisons dans la *Revue du Monde Catholique* :

" De toutes les puissances auxquelles s'adresse le Souverain Pontife, l'Allemagne, si l'on peut croire à la sincérité de son grand homme d'Etat, se montre la plus disposée, en ce moment, à se tourner vers le Saint-Siège. La politique de M. de Bismarck a subi une évolution marquée de ce côté. Instruit par l'inutilité de la lutte engagée à l'origine contre l'Eglise, obligé enfin de reconnaître que l'entente du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel serait plus favorable à la conservation de l'unité allemande, qu'un conflit perpétuel entre la force et les consciences, le grand chancelier semble vouloir définitivement la paix religieuse et même, sur les avertissements et les exhortations de Léon XIII, il n'est pas éloigné, lui même, de reconnaître dans la papauté le plus sûr appui de l'ordre public, la meilleure sauvegarde des intérêts de l'Etat et de la prospérité commune. Le discours qu'il a prononcé devant la Chambre des seigneurs de Prusse, en faveur de la nouvelle législation ecclésiastique, annonce un grand revirement.

" Ce n'est plus le superbe ministre de l'empire, déclarant hautement qu'il n'irait jamais à Canossa. Maintenant il reconnaît les avantages d'un arrangement, maintenant il est prêt à faire toutes les concessions à la paix religieuse, maintenant il proclame la nécessité de l'union du pape et de l'empereur. Le projet de loi destiné à remplacer les fameuses lois confessionnelles de mai ne donne pas toute satisfaction aux catholiques. A la chambre des seigneurs, Mgr Kopp, évêque de Fulda, chargé d'exposer leurs vœux et ceux du Saint-Siège, a présenté plusieurs amendements qui complèteraient l'ensemble de ces mesures réparatrices, M. de Bismarck n'en a combattu aucun. Il consentirait à ne plus imposer aux clercs l'enseignement dans les universités de l'Etat : il renoncerait entièrement pour son compte à l'autorisation préalable de l'Etat dans les nominations ecclésiastiques ; il accepterait même la rentrée des ordres religieux. Le terrible chancelier ne discute plus, il se soumet. Cependant par raison d'Etat, il n'aç-